

qui n'appartient ni au travail ni au capital, il devient intéressé à de nouveaux produits dans une branche particulière de la production qui ne pourvoit ni aux capitalistes ni à la classe ouvrière, et qui offre ainsi au capital de nouvelles occasions de création et de réalisation de plus-value. Lorsque plus haut nous avons admis que les impôts indirects extorqués aux ouvriers étaient utilisés à payer les fonctionnaires et à approvisionner l'armée, nous avions trouvé que « l'économie » dans la consommation de la classe ouvrière signifiait que les ouvriers plutôt que les capitalistes avaient à payer pour la consommation personnelle des parasites de la classe capitaliste et les instruments de sa domination de classe. Cette charge étant transférée de la plus-value au capital variable, une quantité correspondante de plus-value devenait disponible à des fins de capitalisation. Maintenant nous voyons comment les impôts extorqués aux ouvriers offrent une nouvelle occasion au capital quand ils sont utilisés pour la fabrication d'armements.

Sur la base des impôts indirects, le militarisme pratiquement fonctionne des deux manières. En diminuant le standard normal de vie de la classe ouvrière, il permet à la fois le maintien d'une armée régulière, organe de la domination capitaliste, et la prospection d'un impressionnant domaine de nouvelle accumulation (4).

Nous avons encore à examiner la seconde source du pouvoir d'achat de l'Etat qui a été mentionnée dans notre exemple, à savoir les 150 unités sur le total de 250 investies dans les armements. Elles diffèrent essentiellement des 100 unités considérées ci-dessus en ce qu'elles ne sont pas fournies par les ouvriers mais par la petite bourgeoisie, c'est-à-dire par les artisans et les paysans (A ce sujet nous pouvons ignorer la contribution relativement faible de la classe capitaliste elle-même.)

L'argent arrivant à l'Etat des impôts sur les masses paysannes — tous les consommateurs non-prolétaires étant désignés par ce terme générique — n'a pas été initialement avancé par le capital et ne s'est pas détaché du capital en circulation. Aux mains du paysan, c'est l'équivalent de marchandises qui ont été réalisées, la valeur d'échange de la production simple de marchandises. L'Etat reçoit maintenant une partie du pouvoir d'achat des consommateurs non-capitalistes, c'est-à-dire du pouvoir d'achat qui se trouve déjà libre de réaliser la plus-value pour l'accumulation capitaliste. Maintenant se pose la question de savoir si des changements résulteront pour le capital, et dans ce cas lesquels, lorsqu'on transfère le pouvoir d'achat de ces couches à l'Etat pour des fins militaristes. Il semblerait presque que nous ne soyons encore arrivés qu'à une autre modification dans la forme matérielle de la reproduction. Le capital produirait maintenant un équivalent en matériel de guerre pour l'Etat au lieu de produire de grandes quantités de moyens de production et de moyens de subsistance pour les paysans consommateurs. Mais en fait les changements sont beaucoup plus profonds. D'abord et surtout l'Etat peut employer le mécanisme fiscal pour mobiliser des quantités beaucoup plus grandes de pouvoir d'achat des consommateurs non-capitalistes que celles dépensées ordinairement par ceux-ci pour leur propre consommation.

A vrai dire le système moderne fiscal est largement responsable de l'instauration de l'économie des marchandises chez les paysans. Sous la pression des impôts, le paysan doit changer une plus grande quantité de ses produits en marchandises et en même temps il doit acheter davantage. L'impôt pousse les produits de l'économie paysanne dans la circulation et oblige les paysans à devenir les acheteurs des produits capitalistes. Finalement, sur la base de la production de marchandises dans le style paysan, le système fiscal attire une quantité du pouvoir d'achat de l'économie paysanne plus grande que celle qui normalement deviendrait active.

Ce qui normalement aurait été thésaurisé par les paysans et les classes moyennes inférieures jusqu'à devenir suffisamment grand pour pouvoir être investi dans les caisses d'épargne et d'autres banques est maintenant libre de constituer une demande effective et une occasion d'investissement. En outre, les multiples demandes individuelles insignifiantes pour toute une série de marchandises qui deviendraient effectives à différents moments et qui pourraient tout aussi bien être satisfaites par la production simple de marchandises sont maintenant remplacées par une demande globale et homogène de l'Etat. Et la satisfaction de cette demande pré-suppose une grande industrie du type le plus élevé. Elle exige les conditions les plus favorables à la production de plus-value et à l'accumulation. Sous la forme de contrats gouvernementaux de fournitures militaires, le pouvoir d'achat épars des consommateurs est concentré dans de grandes quantités et, libéré des humeurs et des fluctuations subjectives de la consommation personnelle, il acquiert une régularité presque automatique et une croissance rythmique. Le capital lui-même commande finalement ce mouvement automatique et rythmique de la production militaire au moyen du Parlement et de la presse dont la fonction est de façonner la sol-disant

(4) Finalement, la détérioration des conditions normales dans lesquelles la force de travail est renouvelée provoquera une détérioration du travail lui-même, elle diminuera l'efficacité moyenne et la productivité du travail, et ainsi mettra en danger les conditions de la production de la plus-value. Mais le capitalisme ne ressent pas ces résultats pendant une longue période et par conséquent ceux-ci n'entrent pas immédiatement dans ses calculs économiques, sauf dans la mesure où ils provoquent des mesures de défense beaucoup plus importantes de la part des salariés en général.